

Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP)

Huitième session

Genève, 14 – 18 novembre 2011

FUTUR PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES ÉLÉMENTS DE FLEXIBILITÉ DU SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Document établi par le Secrétariat

1. Le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP), à ses sixième et septième sessions, a examiné le document CDIP/6/10. À la septième session, le Secrétariat a été prié d'actualiser la stratégie de mise en œuvre du programme de travail sur les éléments de flexibilité et de réviser l'annexe contenant des renseignements sur les activités menées par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) en ce qui concerne les éléments de flexibilité du système de la propriété intellectuelle. Par conséquent, le présent document présente les renseignements actualisés demandés.

2. Il est rappelé que, à la cinquième session du CDIP tenue du 26 au 30 avril 2010, le Secrétariat a été prié de soumettre à l'examen du comité une proposition de programme de travail sur les éléments de flexibilité. Le résumé présenté par le président pour la cinquième session du CDIP indique que :

“le CDIP a examiné le document CDIP/5/4 sur les éléments de flexibilité relatifs aux brevets dans le cadre juridique multilatéral et leur mise en œuvre législative aux niveaux national et régional, a noté son contenu et l'a approuvé en tant que document préliminaire, étant entendu que le Secrétariat le réviserait pour tenir compte des observations des États membres et y incorporer de nouveaux éléments de flexibilité. Le Secrétariat soumettrait au CDIP une proposition de programme de travail sur les éléments de flexibilité dans d'autres domaines, en évitant tout chevauchement d'activités avec d'autres comités de l'OMPI”.

Le présent document porte sur les recommandations n^{os} 13, 14, 17, 22 et 25 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement.

3. Les éléments ci-après du futur programme de travail sur les éléments de flexibilité sont proposés pour examen par le comité :

A. TRAVAUX DANS LE DOMAINE DES BREVETS

À la sixième session du CDIP, les États membres ont examiné le document CDIP/5/4 Rev., contenant une version révisée du document tenant compte des observations formulées par les États membres durant la cinquième session du CDIP. Outre les éléments de flexibilité examinés dans le document CDIP/5/4 Rev., à sa septième session, le CDIP a examiné le document CDIP/7/3, intitulé "Éléments de flexibilité relatifs aux brevets dans le cadre juridique multilatéral et leur mise en œuvre législative aux niveaux national et régional – Deuxième partie". Ensemble, ces documents traitaient des 10 éléments de flexibilités ci-après relatifs aux brevets :

- a) les licences obligatoires et l'utilisation par les pouvoirs publics;
- b) l'épuisement des droits;
- c) l'exemption en faveur de la recherche;
- d) l'exception pour l'examen réglementaire;
- e) les modèles d'utilité;
- f) les périodes de transition;
- g) la brevetabilité des substances existant dans la nature;
- h) les éléments de flexibilité relatifs à la divulgation;
- i) le contrôle d'office des clauses contractuelles anticoncurrentielles par les offices de propriété intellectuelle; et
- j) les systèmes d'examen.

En ce qui concerne le document CDIP/7/3, bien que des observations très constructives aient été formulées par les délégués sur des points spécifiques et concrets de ce document, le comité a décidé de poursuivre l'examen de ce document afin qu'il puisse faire l'objet de nouvelles observations et contributions. Par conséquent, le présent document reste ouvert à ces fins tandis que le programme des travaux futurs dans ce domaine doit encore être convenu par le comité.

B. BILAN DES ACTIVITES DE L'OMPI EN CE QUI CONCERNE LES ELEMENTS DE FLEXIBILITE DU SYSTEME DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le tableau de l'annexe donne un résumé des activités menées par l'OMPI dans le domaine des éléments de flexibilité, y compris les travaux dans les principaux domaines normatifs du droit d'auteur (notamment les travaux du SCCR), des brevets (notamment le SCP), des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (notamment le SCT) et de l'application des droits (notamment l'ACE) et dans le cadre des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités menées par l'OMPI, notamment les séminaires, les réunions, le matériel didactique et les conseils en matière de législation.

Outre les activités mentionnées dans l'annexe, plusieurs activités traitant des recommandations susmentionnées et relatives à la question des éléments de flexibilité ont été menées par le Secteur du développement de l'OMPI, y compris l'Académie de l'OMPI. Pour ces activités, prière de se référer à la base de données sur les activités d'assistance technique menées par l'OMPI. Ces activités ont également été couvertes dans les rapports sur l'exécution du programme en 2010, s'agissant des programmes 9, 10 et 11. Des informations supplémentaires figureront dans les rapports sur l'exécution du programme en 2011.

Eu égard au bilan des travaux réalisés figurant dans l'annexe, le comité voudra peut-être

- a) examiner les travaux sur les éléments de flexibilité du système de la propriété intellectuelle susceptibles d'être inclus dans un futur programme de travail dans ce domaine; et
- b) déterminer le moment où ces futurs travaux doivent être réalisés au sein de l'OMPI afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles et d'éviter les chevauchements.

C. ASSISTANCE TECHNIQUE EN CE QUI CONCERNE L'UTILISATION DES ELEMENTS DE FLEXIBILITE

À ses sixième et septième sessions, le comité a examiné les éléments d'une stratégie proposée en ce qui concerne l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine des éléments de flexibilité. Au terme de cet examen, les mesures ci-après ont été prises aux fins de la mise en œuvre de la stratégie convenue :

- a) des informations sur les éléments de flexibilité en matière de propriété intellectuelle ont été incorporées dans le programme d'assistance technique de l'OMPI. Les bureaux régionaux et les secteurs concernés ont été priés de s'assurer qu'il soit tenu dûment compte des informations fournies sur les éléments de flexibilité dans l'assistance technique fournie à la demande des États membres. Il convient de rappeler que, selon les orientations stratégiques définies par l'Organisation en ce qui concerne la fourniture d'une assistance technique, le rôle des bureaux régionaux du Secteur du développement est de faire office de dépositaire des plans nationaux et de maintenir une vue d'ensemble stratégique des besoins en matière d'assistance technique des États membres. Les bureaux du Secteur du développement se coordonnent avec les secteurs fonctionnels de l'OMPI afin de s'assurer que l'assistance juridique demandée est fournie. À cet égard, les bureaux sont chargés d'examiner les plans et les stratégies nationaux en matière de propriété intellectuelle et de consulter les responsables politiques à l'échelle nationale au sujet des objectifs nationaux de politique générale afin de cibler au mieux l'assistance technique fournie;
- b) une page Web a été élaborée et publiée en anglais, en français et en espagnol sur le site Web de l'OMPI consacré aux éléments de flexibilité en matière de propriété intellectuelle (à l'adresse <http://www.wipo.int/ip-development/fr/agenda/flexibilities/>). Comme convenu par les États membres, cette page Web contient :
 - i) une feuille de route des travaux de l'OMPI sur les éléments de flexibilité dans les secteurs opérationnels et les comités;
 - ii) une base de données contenant des dispositions sur les législations nationales relatives aux éléments de flexibilité du système de la propriété intellectuelle. Cette base de données contient actuellement des informations tirées du document intitulé "Éléments de flexibilité dans le cadre juridique multilatéral et leur mise en œuvre législative aux niveaux national et régional", première et deuxième parties, examiné par le comité. Les États membres ont demandé que

cette base de données soit présentée au comité avant qu'elle devienne accessible au public. Par conséquent, le Secrétariat présentera cette base de données au comité pour approbation, dans le cadre d'un exposé oral et d'une présentation PowerPoint.

Le comité jugera peut-être utile de déterminer s'il convient de réaliser des études supplémentaires pour recenser les éléments de flexibilité dans les domaines du droit d'auteur, des marques et des dessins et modèles industriels qui pourraient éventuellement figurer dans la base de données.

Durant l'examen du document CDIP/6/10, certaines délégations ont proposé que la base de données ou la page Web contienne également des informations sur des expériences et des études de cas à l'échelle nationale, de sorte que les États membres puissent partager des informations concrètes et des pratiques recommandées en ce qui concerne la mise en œuvre d'éléments de flexibilité dans la législation en matière de propriété intellectuelle à l'échelle nationale. Toutefois, il convient de noter que l'Organisation n'a ni le pouvoir, ni la mission, de recenser ou de décrire ces expériences en ce qui concerne la mise en œuvre d'éléments de flexibilité à l'échelle nationale, car celles-ci sont liées aux objectifs nationaux de politique générale publique ou aux stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle de chaque pays. Cependant, à la demande des États membres, la page Web pourrait comprendre un mécanisme semblable à la base de données sur les avantages offerts par la propriété intellectuelle, qui permettrait aux pays de partager leurs expériences et leurs pratiques recommandées en ce qui concerne la mise en œuvre d'éléments de flexibilité. Les États membres pourraient être invités à soumettre des descriptions de leurs expériences en la matière au Secrétariat, qui se chargerait d'intégrer ces données. Le comité voudra peut-être examiner la mise en œuvre de ce mécanisme;

- iii) des liens renvoyant à la littérature et aux ressources sur les éléments de flexibilité produits par le Secrétariat et les experts mandatés par l'OMPI et des liens renvoyant aux ressources sur les éléments de flexibilité produits par d'autres organisations internationales compétentes, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED);
- c) des mesures ont été prises, par voie de communication interne et de séances d'information, pour s'assurer que les collègues participant aux activités d'assistance technique au sein des secteurs compétents du Secrétariat aient connaissance de cette stratégie sur l'utilisation d'éléments de flexibilité dans la propriété intellectuelle et continuent d'intégrer les techniques appropriées pour diffuser l'information auprès des États membres;
- d) à la demande des États membres, des séminaires à l'échelle nationale et à l'échelle internationale ont été organisés et sont prévus dans le cadre des activités futures afin que puissent être échangées des expériences concrètes relatives à la mise en œuvre des éléments de flexibilité. On trouvera des précisions à cet égard dans l'annexe du présent document.

4. Le comité est invité à examiner les renseignements contenus dans le présent document et son annexe.

[L'annexe suit]

**RESUME DES ACTIVITES MENEES PAR L'OMPI DANS LE DOMAINE DES ELEMENTS DE FLEXIBILITE
DU SYSTEME DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE**

A. Brevets, modèles d'utilité, circuits intégrés et renseignements non divulgués

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Observations sur le droit des brevets d'un pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achévé	12 août 2009	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets, les modèles d'utilité, et les circuits intégrés d'un pays de la région Asie et Pacifique	Achévé	11 sept. 2009	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets, les modèles d'utilité, les circuits intégrés d'un pays arabe	Achévé	6 nov. 2009	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur brevets et les circuits intégrés d'un pays d'Europe centrale ou d'un État balte	Achévé	17 déc. 2009	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets et les modèles d'utilité d'un pays d'Europe centrale ou d'un État balte	Achévé	6 mai 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets, les modèles d'utilité, les circuits intégrés et les renseignements non divulgués d'un pays arabe	Achévé	8 juillet 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Observations sur les brevets, les modèles d'utilité, les circuits intégrés et les renseignements non divulgués d'un pays arabe	Achevé	8 sept. 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets et les renseignements non divulgués d'un pays de la région Afrique	Achevé	1 ^{er} juill. 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets et la loi sur les modèles d'utilité d'un pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	15 oct. 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur la mise en œuvre d'accords de libre-échange dans la législation en matière de propriété intellectuelle d'un pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	20 oct. 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets et les modèles d'utilité d'un pays de la région Afrique	Achevé	20 déc. 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Observations sur les brevets, les modèles d'utilité, les circuits intégrés et les renseignements non divulgués d'un pays arabe	Achevé	20 déc. 2010	Document écrit contenant des observations	Les observations sont utilisées à titre de contribution par les administrations lorsqu'elles envisagent de réviser ou de mettre en œuvre le cadre juridique.
Projet de loi sur les inventions, les circuits intégrés et les renseignements non divulgués pour un pays arabe	Achevé	20 oct. 2010	Document écrit contenant des observations	Un projet de loi a été élaboré pour examen par les autorités, compte tenu des obligations et des éléments de flexibilité qui s'appliquent au pays dans le cadre juridique international

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Projet de loi sur les brevets et les modèles d'utilité pour un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	23 oct. 2010	Document écrit contenant des observations	Un projet de loi a été élaboré pour examen par les autorités, compte tenu des obligations et des éléments de flexibilité qui s'appliquent au pays dans le cadre juridique international
Projet de loi modifié sur les brevets et les modèles d'utilité pour un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	4 mars 2010	Document écrit contenant des observations	Une modification, demandée durant une mission dans le pays concerné, du premier projet de loi, a été élaborée pour examen par les autorités, compte tenu des obligations et des éléments de flexibilité qui s'appliquent au pays dans le cadre juridique international
Projet de loi sur les brevets, les modèles d'utilité et les circuits intégrés pour un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	16 avril 2010	Document écrit contenant des observations	Un projet de loi a été élaboré pour examen par les autorités, compte tenu des obligations et des éléments de flexibilité qui s'appliquent au pays dans le cadre juridique international
Projet de loi sur les inventions, les circuits intégrés et les renseignements non divulgués pour un pays de la région Afrique	Achevé	12 nov. 2010	Document écrit contenant des observations	Un projet de loi a été élaboré pour examen par les autorités, compte tenu des obligations et des éléments de flexibilité qui s'appliquent au pays dans le cadre juridique international
Projet de loi sur les brevets et les modèles d'utilité pour un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	22 oct. 2010	Document écrit contenant des observations	Un projet de loi a été élaboré pour examen par les autorités, compte tenu des obligations et des éléments de flexibilité qui s'appliquent au pays dans le cadre juridique international
Mission – Pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	31 août – 4 sept. 2009		Des consultations officielles visant à examiner les options disponibles et à réunir des renseignements sur les besoins et les priorités des pays. Il est utile de mieux expliquer quelques options juridiques et de politique générale qui découlent du texte à l'examen.

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Mission – Pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	10 – 11 nov. 2009		Des consultations officielles visant à examiner les options disponibles et à réunir des renseignements sur les besoins et les priorités des pays. Il est utile de mieux expliquer quelques options juridiques et de politique générale qui découlent du texte à l'examen.
Mission – Pays arabe	Achevé	15 – 18 févr. 2010		Des consultations officielles visant à examiner les options disponibles et à réunir des renseignements sur les besoins et les priorités des pays afin de mieux présenter les options juridiques et de politique générale qui découlent du texte à l'examen.
Mission – Pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	11 – 12 mai 2010		Des consultations officielles visant à examiner les options disponibles et à réunir des renseignements sur les besoins et les priorités des pays afin de mieux présenter les options juridiques et de politique générale qui découlent du texte à l'examen.
Mission – Pays arabe	Achevé	17 – 18 mai 2010		Des consultations officielles visant à examiner les options disponibles et à réunir des renseignements sur les besoins et les priorités des pays afin de mieux présenter les options juridiques et de politique générale qui découlent du texte à l'examen.
Mission – Pays arabe	Achevé	2 – 4 oct. 2010		Des consultations officielles visant à examiner les options disponibles et à réunir des renseignements sur les besoins et les priorités des pays afin de mieux présenter les options juridiques et de politique générale qui découlent du texte à l'examen.

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Mission – Pays arabe	Achevé	18 – 20 avril 2010		Des consultations officielles visant à examiner les options disponibles et à réunir des renseignements sur les besoins et les priorités des pays afin de mieux présenter les options juridiques et de politique générale qui découlent du texte à l'examen.
Participation à un séminaire organisé par l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) : consultation sur le processus d'examen de l'art. 27.3.b) et le rapport avec le calendrier national relatif à ces questions (SCP et IGC)	Achevé	28 – 29 oct. 2009		Ce séminaire a porté sur le cadre juridique multilatéral relatif aux brevets et les éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral en ce qui concerne la brevetabilité du vivant, une attention particulière ayant été portée aux délibérations multilatérales actuelles sur les points de l'ordre du jour
Participation à un séminaire régional africain organisé par l'OMC, pour les pays anglophones	Achevé	20 – 22 janv. 2010		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral
Participation à un atelier organisé par l'OMPI et un pays arabe : séminaire sur la propriété intellectuelle et le développement	Achevé	17 – 18 mai 2010		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral
Participation à un séminaire national organisé par l'OMC sur l'Accord sur les ADPIC dans un pays de la région du Pacifique Sud	Achevé	13 – 14 oct. 2010		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral
Participation à la réunion de niveau ministériel d'Amérique centrale	Achevé	2 déc. 2010		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Participation à un atelier sous-régional dans un pays d'Amérique centrale	Achevé	15 – 16 déc. 2010		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral
Participation à l'atelier régional organisé par l'OMC pour les pays d'Amérique latine, dans un pays d'Amérique centrale	Achevé	8 – 10 mars 2011		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral
Participation à l'atelier national organisé par l'OMPI sur la propriété industrielle, l'Accord sur les ADPIC et les éléments de flexibilité dans un pays arabe	Achevé	3 – 7 avril 2011		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral
Participation à l'atelier national sur la propriété intellectuelle et les politiques générales publiques dans un pays d'Amérique latine	Achevé	11 – 13 mai 2011		Sensibilisation à l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Séminaire régional de l'OMPI sur la mise en œuvre efficace et l'utilisation de plusieurs éléments de flexibilité relatifs aux brevets dans un pays de la région Asie	Achevé	29 – 31 mars 2011		Durant ce séminaire de trois jours, les participants (23 participants issus de 16 pays) ont été confrontés aux différents aspects du droit des brevets et du cadre juridique multilatéral, ainsi qu'aux éléments de flexibilité disponibles dans le cadre juridique multilatéral. Après chaque exposé présenté par un expert, les délégués des pays invités ont rendu compte des faits nouveaux intervenus dans leur pays (aux points indiqués dans le cadre du programme). Ainsi, ce séminaire a été une occasion unique pour les participants de partager des expériences sur le processus de mise en œuvre des éléments de flexibilité dans les pays de la région Asie et Pacifique. Les discussions ont porté principalement sur cinq thèmes distincts, à savoir : i) les objets brevetables; ii) les licences obligatoires; iii) l'épuisement des droits; iv) l'exemption en faveur de la recherche; et v) l'exception pour l'examen réglementaire.
<p>Consultation avec des délégations sur les lois en matière de brevets dans leurs pays</p> <p>- Visite d'une délégation d'un pays de la région Pacifique Sud</p> <p>- Visite de quatre délégués d'un pays d'Afrique pour des sessions de travail sur les projets de lois en matière de propriété intellectuelle</p>	Achevé	<p>25 – 26 oct. 2010</p> <p>17 – 21 janv. 2011</p>		Discussions, analyses et consultations sur la mise en œuvre de la législation en matière de brevets des pays intéressés, y compris le cadre juridique multilatéral et les options concernant l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
<p>Participation à des réunions et à des exposés à Genève</p> <ul style="list-style-type: none"> - Visite d'étude de haut niveau de délégués d'un pays arabe - Cours de niveau avancé organisé par l'OMPI et l'OMC sur la propriété intellectuelle à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux - Visite d'étude de cinq diplomates d'un pays arabe à l'OMPI 	Achevé	<p>févr. 2010</p> <p>16 – 27 mai 2011</p> <p>6 – 8 juin 2011</p>		Sensibilisation au système des brevets, y compris au cadre juridique multilatéral et aux options concernant l'utilisation des éléments de flexibilité disponibles dans le cadre multilatéral
Élaboration de trois documents sur les éléments de flexibilité relatifs aux brevets	Achevé		CDIP/5/4 CDIP/5/4 Rev. CDIP/7/3	Soumis au CDIP pour examen à ses cinquième, sixième et septième sessions, respectivement.
Rapport sur le système international des brevets	Document achevé Discussions en cours au SCP	3 févr. 2009 (SCP/12/2 Rev.2) 12 oct. 2009 (SCP/14/6) 27 août 2010 (SCP/15/2)	Documents SCP/12/2 Rev.2, SCP/14/6, SCP/15/2	Le rapport a servi de base pour les délibérations tenues par le Comité permanent du droit des brevets (SCP)
Étude préliminaire sur les exclusions de la brevetabilité et les exceptions et limitations relatives aux droits	Document achevé; Discussions en cours au SCP	4 févr. 2009	Document SCP/13/3	L'étude préliminaire a servi de base pour les délibérations tenues par le SCP

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Étude sur les exclusions de la brevetabilité et les exceptions et limitations relatives aux droits des titulaires élaborée par des experts extérieurs	Document achevé; à examiner au sein du SCP	Publiée sur le site Internet de l'OMPI 2 sept. 2010	Document SCP/15/3	À examiner par le SCP. Les États membres doivent décider d'une suite éventuelle.
Plusieurs études préliminaires élaborées pour le SCP (autres que celles mentionnées ci-dessus)	Documents achevés; Discussions en cours au SCP	Plusieurs dates 2009 – 2010	Par exemple, documents SCP/13/2, SCP/14/4, SCP/14/5	Les études préliminaires ont servi de base pour les délibérations tenues par le SCP
Académie de l'OMPI : Séminaire intermédiaire interrégional de l'OMPI sur la propriété industrielle	Achévé	juin 2010	Cours de formation	Une meilleure compréhension par les participants de la mise en œuvre et du fonctionnement des droits et des éléments de flexibilité prévus par l'Accord sur les ADPIC.
Académie de l'OMPI : Cours d'été de l'OMPI	Achévé	mai, juin, juill., août, sept. 2011	Cours d'été	Une meilleure compréhension par les jeunes cadres et les étudiants des cycles supérieurs des éléments de flexibilité prévus par l'Accord sur les ADPIC.
Toutes les activités de formation de l'Académie de l'OMPI présentent le Plan d'action pour le développement, y compris les éléments de flexibilité	En cours	annuel, débutant en 2009	Introduction au Plan d'action pour le développement et aux éléments de flexibilité	Une meilleure connaissance du Plan d'action pour le développement

B. Marques, dessins et modèles industriels et indications géographiques

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Programme 2, et travaux du SCT : évolution équilibrée du cadre normatif international de la propriété intellectuelle par rapport aux marques, aux dessins et modèles industriels et aux indications géographiques	Achevé	s.o.	documents de travail du SCT (WIPO/STrad/INF/3) http://www.wipo.int/export/sites/www/sct/fr/meetings/pdf/wipo_strad_inf_3.pdf	s.o.
Certains résultats offrant une forme de flexibilité aux États membres dans leur application sont en cours d'examen par le SCT, à commencer par la forme juridique sous laquelle les éléments de flexibilité ont été adoptés.	Achevé	s.o.		s.o.
Les procédures d'opposition sont traitées au sein du SCT	Achevé	s.o.	(Doc. WIPO/STrad/INF/4) http://www.wipo.int/export/sites/www/sct/fr/meetings/pdf/wipo_strad_inf_4.pdf	s.o.
Motifs de refus pour tous les types de marques	Achevé		(Doc. SCT/23/2) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/stlt/fr/sct_23/sct_23_2.pdf	
Aspects techniques et procéduraux de l'enregistrement des marques de certification et des marques collectives			(Doc. SCT/23/3) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/sct/fr/sct_23/sct_23_3.pdf	

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Le Traité de Singapour et les travaux du Groupe de travail chargé de l'examen de la règle 3.4) à 6) du Traité de Singapour ainsi que les résultats connexes	En cours de discussion entre les États membres au sein du groupe de travail		(Doc. STLT/WG/1/3) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/stlt/fr/stlt_wg_1/stlt_wg_1_3.pdf	s.o.
Domaines de convergence possibles dans le droit et la pratique en matière de dessins et modèles industriels Document d'information sur les travaux du SCT sur le droit et la pratique en matière de dessins et modèles industriels par rapport aux recommandations du Plan d'action de l'OMPI pour le développement			(Doc. SCT/23/5) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/stlt/fr/sct_23/sct_23_5.pdf (Doc. SCT/24/3) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/sct/fr/sct_24/sct_24_2.pdf (Doc. SCT/25/4) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/sct/fr/sct_25/sct_25_4.pdf	s.o.
Protection des noms d'États contre l'enregistrement et leur utilisation en tant que marques			(Doc. SCT/24/2) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/sct/fr/sct_24/sct_24_2.pdf	
Les marques et l'Internet			(Doc. SCT/24/4) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/sct/fr/sct_24/sct_24_4.pdf	
Marques et dénominations communes internationales (DCI)			(Doc. SCT/24/5) http://www.wipo.int/edocs/mdocs/sct/en/sct_24/sct_24_www_140895.pdf	

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Bureau de l'OMPI à Singapour : dialogue de politique générale sur des questions nouvelles dans le domaine des marques	Achevé	26 – 27 juill. 2010	Le dialogue de politique générale incluait les éléments de flexibilité du système de Madrid	Une meilleure connaissance du sujet et une prise de décisions facilitée pour les participants lors de l'adhésion au système de Madrid
Dix-huit (18) observations sur les lois et projets de loi fournis en réponse aux demandes des administrations de cinq pays de la région Afrique, quatre pays de la région Asie et Pacifique, un pays du groupe des pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe orientale, deux pays du groupe des pays d'Europe centrale et des États baltes et cinq pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	1 ^{er} janv. 2009 – 13 sept. 2010	Observations sur les lois et les projets de lois communiqués aux administrations compétentes	Les États membres ont obtenu les éléments nécessaires pour prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options prévues par l'Accord sur les ADPIC, les traités administrés par l'OMPI et le droit de la propriété intellectuelle, compte tenu des articles 7, 8 et 41 de l'Accord sur les ADPIC
Des conseils juridiques concernant divers thèmes du droit de la propriété intellectuelle en réponse à 19 demandes provenant d'un pays arabe, de cinq pays de la région Asie et Pacifique et de sept pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	1 ^{er} janv. 2009 – 13 sept. 2010	Les renseignements et les réponses aux demandes d'information ont été communiqués aux administrations compétentes	Les autorités gouvernementales pouvaient mieux comprendre les questions et les options de politique générale et de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options prévues par l'Accord sur les ADPIC, les traités administrés par l'OMPI et le droit de la propriété intellectuelle, compte tenu des articles 7, 8 et 41 de l'Accord sur les ADPIC

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
<p>Quinze missions consultatives envoyées dans deux pays de la région Afrique, un pays arabe, deux pays de la région Asie et Pacifique, un pays de la région Europe et huit pays de la région Amérique latine et Caraïbes afin d'examiner avec les autorités gouvernementales les législations nouvelles ou révisées ou de se pencher sur des aspects précis du droit de la propriété intellectuelle, notamment des conseils sur les options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par les normes internationales pertinentes et informer et sensibiliser sur le droit de la propriété intellectuelle dans le cadre de cours ou séminaires</p>	<p>Achevé</p>	<p>1^{er} janv. 2009 – 13 sept. 2010</p>	<p>Discussions avec les autorités gouvernementales</p> <p>Exposés présentés dans le cadre de cours et de séminaires</p>	<p>Consultations visant à permettre aux autorités gouvernementales de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options prévues par l'Accord sur les ADPIC, les traités administrés par l'OMPI et le droit de la propriété intellectuelle, compte tenu des articles 7, 8 et 41 de l'Accord sur les ADPIC</p> <p>Les participants des cours et des séminaires ont amélioré leurs connaissances des options juridiques prévues par l'Accord sur les ADPIC et les traités administrés par l'OMPI, ainsi que par les lois sur les marques, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels</p>

C. Droit d'auteur et droits connexes

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Études sur les limitations et exceptions	Achevé	Présentées durant les sessions du SCCR. Les cinq dernières études présentées durant la vingtième session du SCCR (21-24 juin 2010)	<p>Étude sur les limitations et exceptions relatives au droit d'auteur et aux droits connexes en faveur de l'enseignement et de la recherche dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes – 2009</p> <p>Étude sur les limitations et exceptions au droit d'auteur et aux droits connexes au profit de l'enseignement en Afrique – 2009</p> <p>Étude sur les limitations et exceptions au droit d'auteur sur les activités d'enseignement dans les pays arabes – 2009</p> <p>Étude de l'OMPI sur les exceptions au droit d'auteur aux fins d'activités éducatives en Asie et en Australie – 2009</p> <p>Étude sur les limitations et exceptions au droit d'auteur à des fins pédagogiques en Amérique du Nord, en Europe, dans le Caucase, en Asie centrale et en Israël – 2009</p>	<p>Réalisation des objectifs de sensibilisation. Voir les rapports des sessions pertinentes du SCCR durant lesquelles la plupart de ces études ont été présentées.</p> <p>http://www.wipo.int/meetings/fr/doc_details.jsp?doc_id=140270</p> <p>http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=11264</p> <p>http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=4823</p>

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
			<p>Étude sur les limitations et exceptions au droit d'auteur en faveur des déficients visuels – 2006</p> <p>Étude sur les systèmes automatisés de gestion des droits et limitations et exceptions relatives au droit d'auteur – 2006</p> <p>Étude sur les limitations et les exceptions au droit d'auteur et aux droits connexes dans l'environnement numérique – 2003</p> <p>Exceptions et limites aux droits d'auteur et aux droits voisins – 1999</p> <p>Lien renvoyant aux neuf études publiées : http://www.wipo.int/copyright/fr/limitations/studies.html</p>	

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Sessions du SCCR	En cours et proposé		Négociations concernant d'éventuelles réformes des cadres juridiques internationaux dans les domaines suivants : limitations et exceptions, y compris celles en faveur des déficients visuels; interprétations et exécutions audiovisuelles; organismes de radiodiffusion. Pour plus de renseignement : http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=22169	Progrès vers un consensus sur la réforme et l'actualisation du cadre juridique international. Tout particulièrement, le SCCR, à sa vingt-deuxième session, a proposé à l'Assemblée générale de l'OMPI de 2011 de convoquer une nouvelle conférence diplomatique sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles. En outre, le SCCR va s'appuyer sur un document établi par le président concernant un instrument international sur les limitations et exceptions en faveur des personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés qui constituera le point de départ des travaux futurs fondés sur un texte du comité.
Initiative de Vision IP	En cours	Lancement du projet en janv. 2009	Pour plus de précisions : http://www.visionip.org/news/en/index.html http://www.visionip.org/tigar/en	Cette initiative vise à mettre en place des dispositions opérationnelles et pratiques afin que tout cadre juridique propice qui viendrait à être créé à l'avenir au niveau national ou international facilite l'accès des personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées.
Autres activités relatives aux limitations et exceptions	Achevé, en cours et proposé	s.o.	Pour plus de précisions : http://www.wipo.int/copyright/en/limitations/index.html	Réalisation des objectifs de sensibilisation
Observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	févr. 2009	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales.

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays d'Europe centrale ou d'un État balte	Achevé	juin 2009	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Mission consultative et projet d'observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	oct. 2009	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays d'Europe centrale ou d'un État balte	Achevé	nov. 2009	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	sept. 2009	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Afrique	Achevé	janv. 2010	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Mission consultative et observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Afrique	Achevé	mars – juin 2010	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Projet de dispositions sur les limitations et exceptions pour la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Afrique	Achevé	mai 2010	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	mai 2010	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays arabe	Achevé	sept. 2010	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur le projet de loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays d'Europe centrale ou d'un État balte	Achevé	nov. 2010	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Mission consultative et observations sur la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Asie et Pacifique	Achevé	févr. et mars 2011	Consultations officielles et document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	avril 2011	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays arabe	Achevé	mai 2011	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays arabe	Achevé	mai 2011	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Observations sur la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Afrique	Achevé	juin 2011	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/ proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Observations sur la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes d'un pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	sept. 2011	Document écrit contenant des observations	Permettre aux décideurs et aux experts juridiques de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par le cadre juridique international, notamment l'Accord sur les ADPIC dans leurs législations nationales
Bureau de l'OMPI à Singapour : participation à un séminaire régional à l'intention des diplomates	Achevé	22 – 23 avril 2010	Explication de plusieurs éléments de flexibilité prévus pour l'utilisation de documents protégés par le droit d'auteur en faveur de l'enseignement et des bibliothèques	Une meilleure compréhension du sujet et une prise de décisions facilitée pour les participants lors de l'adhésion aux traités de l'OMPI
Bureau de l'OMPI à Singapour : participation à un séminaire régional à l'intention des artistes	Achevé	2 – 3 mars 2010	Explication de plusieurs éléments de flexibilité prévus par les traités de l'OMPI sur le droit d'auteur, par exemple la rémunération des titulaires de droits connexes dans le domaine de la musique, l'option de prévoir un droit de suite dans la législation nationale sur le droit d'auteur	Une meilleure compréhension des participants en ce qui concerne la manière de mettre en œuvre une rémunération équitable pour une utilisation secondaire; les avantages et les enjeux du droit de suite
Toutes les activités de formation de l'Académie de l'OMPI présentent le Plan d'action pour le développement, y compris les éléments de flexibilité	En cours	annuel, débutant en 2009	Introduction au Plan d'action pour le développement et aux éléments de flexibilité	Une meilleure connaissance du Plan d'action pour le développement

D. Fourniture de conseils en matière de législation

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Douze (12) observations sur les lois et projets de loi fournis en réponse aux demandes des administrations de 12 pays : un pays de la région Afrique, quatre pays de la région Asie et Pacifique, un pays du groupe des pays du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe orientale, et deux pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	sept. 2010 – sept. 2011	Observations sur les lois et les projets de lois communiqués aux administrations compétentes	Les États membres ont obtenu les éléments nécessaires pour prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options prévues par l'Accord sur les ADPIC, les traités administrés par l'OMPI et le droit de la propriété intellectuelle, compte tenu des articles 7, 8 et 41 de l'Accord sur les ADPIC
Des conseils juridiques concernant divers thèmes du droit de la propriété intellectuelle, principalement les marques, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels, en réponse à 24 demandes provenant de 15 pays : un pays de la région Afrique, un pays arabe, quatre pays de la région Asie et Pacifique et neuf pays de la région Amérique latine et Caraïbes	Achevé	sept. 2010 – sept. 2011	Les renseignements et les réponses aux demandes d'information ont été communiqués aux administrations compétentes	Les autorités gouvernementales pouvaient mieux comprendre les questions et les options de politique générale et de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options prévues par l'Accord sur les ADPIC, les traités administrés par l'OMPI et le droit de la propriété intellectuelle, compte tenu des articles 7, 8 et 41 de l'Accord sur les ADPIC

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
<p>Quatorze (14) missions consultatives envoyées dans un pays arabe, deux pays de la région Asie et Pacifique et 11 pays de la région Amérique latine et Caraïbes afin d'examiner avec les autorités gouvernementales les législations nouvelles ou révisées ou de se pencher sur des aspects précis du droit de la propriété intellectuelle, notamment des conseils sur les options juridiques et les éléments de flexibilité prévus par les normes internationales pertinentes et informer et sensibiliser sur le droit de la propriété intellectuelle dans le cadre de cours ou séminaires</p>	<p>Achévé</p>	<p>sept. 2010 – sept. 2011</p>	<p>Discussions avec les autorités gouvernementales</p> <p>Exposés présentés dans le cadre de cours et de séminaires</p>	<p>Consultations visant à permettre aux autorités gouvernementales de prendre des décisions stratégiques et législatives éclairées notamment sur l'utilisation des options prévues par l'Accord sur les ADPIC, les traités administrés par l'OMPI et le droit de la propriété intellectuelle, compte tenu des articles 7, 8 et 41 de l'Accord sur les ADPIC</p> <p>Les participants des cours et des séminaires ont amélioré leurs connaissances des options juridiques prévues par l'Accord sur les ADPIC et les traités administrés par l'OMPI, ainsi que par les lois sur les marques, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels</p>

E. Projet relatif au cadre de stratégies nationales de propriété intellectuelle

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
<p>Selon le projet du CDIP concernant la mise au point d'une méthodologie relative à l'élaboration de stratégies nationales de propriété intellectuelle, les experts chargés d'évaluer le système de la propriété intellectuelle dans les six pays pilotes doivent, selon leur mission, identifier les éléments de flexibilité et les mécanismes permettant de protéger les intérêts des consommateurs, un domaine public dynamique et un équilibre équitable entre les mesures d'incitation à l'innovation et les obstacles à l'accès aux savoirs</p>	<p>En cours</p>	<p>avril 2010 à déc. 2011</p>	<p>Méthodologie et outils pour élaborer des stratégies nationales de propriété intellectuelle comprenant la nécessité d'une analyse des éléments de flexibilité existants</p>	<p>Les stratégies nationales de propriété intellectuelle élaborées tiennent compte des éléments de flexibilité, conformément à la méthodologie proposée</p>

F. Application des droits de propriété intellectuelle

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
<p>Comité consultatif sur l'application des droits (ACE) : guidées par l'objectif stratégique VI du programme et budget de l'OMPI pour 2010-2011 et par la recommandation n° 45 du Plan d'action de l'OMPI pour le développement.</p> <p>En 2007, plusieurs États membres proposent officiellement que l'ACE concentre les travaux de sa cinquième session sur le thème de "l'application des droits, compte tenu des limitations et exceptions" (paragraphe 11 du document WIPO/ACE/4/10). Le comité a examiné cette proposition, parmi d'autres, mais a choisi d'autres thèmes pour ses sessions ultérieures</p>	<p>En cours</p>	<p>Sixième session de l'ACE 1^{er} – 2 déc. 2010</p>	<p>Documents de travail et conclusions du président : http://www.wipo.int/meetings/fr/topic.jsp?group_id=142</p>	<p>Établissement d'un dialogue constructif et équilibré dans le domaine des politiques internationales, compte tenu de la recommandation n° 45 du Plan d'action pour le développement</p>
<p>Assistance législative</p>	<p>En cours</p>		<p>Documents écrits contenant des observations; consultations avec les États membres</p>	<p>Les États membres bénéficient d'une assistance pour prendre des décisions législatives éclairées notamment sur l'utilisation d'options prévues pour mettre en œuvre la troisième partie de l'Accord sur les ADPIC, compte tenu des équilibres et des clauses de sauvegarde mis en place par l'Accord, y compris dans ses articles 7, 8 et 41</p>

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
Formation, consultations relatives à la politique à suivre	En cours	Les dates figurent à l'adresse suivante : http://www.wipo.int/enforcement/fr/activities	Analyse et examen de notamment les dispositions d'application des droits de l'Accord sur les ADPIC, compte tenu des options prévues pour mettre en œuvre la troisième partie et des équilibres et des clauses de sauvegarde mis en place par l'Accord.	Une meilleure compréhension du système d'application des droits en vertu de l'Accord sur les ADPIC de la part des participants.
Académie de l'OMPI : cours avancé sur la propriété intellectuelle à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux organisé par l'OMPI en coopération avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	Achevé	26 avril – 5 mai 2010	Conférences, débats, publications de l'OMPI	Une meilleure compréhension de la propriété intellectuelle de la part des décideurs.
Académie de l'OMPI : colloque à l'intention des enseignants de propriété intellectuelle organisé par l'OMPI en coopération en coopération avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	Achevé	28 juin – 9 juillet 2010	Conférences, débats, publications de l'OMPI	Actualisation des connaissances des enseignants de propriété intellectuelle sur la mise en œuvre et le fonctionnement des droits et des obligations ainsi que de la compréhension et de l'utilisation des éléments de flexibilité prévus dans l'Accord sur les ADPIC.
Toutes les activités de formation de l'Académie de l'OMPI présentent le Plan d'action pour le développement, y compris les éléments de flexibilité	En cours	annuel, débutant en 2009	Introduction au Plan d'action pour le développement et aux éléments de flexibilité	Une meilleure connaissance du Plan d'action pour le développement

G. Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (IGC)

Description de l'activité	État d'avancement (achevé/en cours/proposé)	Dates pertinentes	Résultat (publications, liens, réalisations)	Incidences (pour les activités achevées)
Sessions de l'IGC	En cours	Le mandat de l'IGC pour l'exercice biennal 2012-2013 a récemment été renouvelé durant les assemblées des États membres de l'OMPI qui se sont tenues du 26 sept. au 5 oct. 2011	<p>i) texte d'un ou plusieurs instruments juridiques internationaux assurant la protection des ressources génétiques, des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles.</p> <p>Les versions les plus récentes des textes sur les expressions culturelles traditionnelles, les savoirs traditionnels et les ressources génétiques, émanant de la dix-neuvième session de l'IGC, sont disponibles sur le site Web des savoirs traditionnels à l'adresse http://www.wipo.int/tk/en/consultations/draft_provisions/draft_provisions.html</p> <p>(Le principe de <i>flexibilité et exhaustivité</i> est l'un des principes directeurs généraux des textes actuellement en cours de négociation au sein de l'IGC sur la protection des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles. Ce principe offrirait une flexibilité suffisante aux autorités nationales pour déterminer quels seraient les moyens appropriés pour mettre en œuvre ces textes dans le cadre de leur législation nationale selon les besoins)</p>	

<i>Description de l'activité</i>	<i>État d'avancement (achevé/en cours/proposé)</i>	<i>Dates pertinentes</i>	<i>Résultat (publications, liens, réalisations)</i>	<i>Incidences (pour les activités achevées)</i>
	Achevé	11 oct. 2008	ii) Analyse des lacunes - Analyse des lacunes en matière de protection des expressions culturelles traditionnelles : http://www.wipo.int/edocs/mdocs/tk/fr/wipo_grtkf_ic_13/wipo_grtkf_ic_13_4_b_rev.pdf - L'analyse des lacunes en matière de protection des savoirs traditionnels : http://www.wipo.int/edocs/mdocs/tk/fr/wipo_grtkf_ic_13/wipo_grtkf_ic_13_5_b_rev.pdf	Une analyse des lacunes dans les conventions et les traités internationaux sur la propriété intellectuelle et la manière dont ces lacunes pourraient être comblées en ce qui concerne la protection des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles.
	Achevé	24 nov. 2011	iii) Note sur la signification de l'expression "domaine public" dans le système de propriété intellectuelle avec renvoi spécial à la protection des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles/expressions du folklore : http://www.wipo.int/meetings/fr/doc_details.jsp?doc_id=149213	Une analyse de la notion de "domaine public" en rapport avec les savoirs traditionnels et les expressions culturelles traditionnelles.

[Fin de l'annexe et du document]